



9

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions	94
9-1 Le contexte européen	96
9-2 Le contexte régional	98
9-3 Le contexte départemental	100

PRÉSENTATION

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France est supérieur de 4 % à la moyenne des 28 pays membres de l'Union européenne en 2016, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe à cet égard le 11^e rang en Europe, entre le Royaume-Uni et l'Italie, tandis que les pays qui ont adhéré plus récemment se situent à des niveaux sensiblement en-deçà de la moyenne européenne.

Au sein de l'Union européenne, la France a la plus forte dépense publique, exprimée en pourcentage de son PIB : avec 56,4 % elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne (46,3 %), et devance la Finlande et le Danemark. Ceci est dû en France au niveau des dépenses des administrations de sécurité sociale (26 % du PIB), tandis que ce sont plutôt celles des administrations locales en Finlande et au Danemark qui pèsent le plus. Entre 2015 et 2016, le poids des dépenses des administrations publiques dans le PIB a diminué de 0,9 point dans l'Union européenne, et de 0,6 point en France.

Les dépenses des administrations locales représentent en France 11,1 % du PIB. Cette part est inférieure à la moyenne européenne qui est de 15,5 % en tenant compte des dépenses des États fédérés. Les dépenses des administrations locales représentent en France 19,7 % des dépenses des administrations publiques, pour une moyenne européenne de 33,5 % (graphique).

Alors que la France représente 13 % de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

En France, la part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants est très variable d'un département à l'autre : sur 101 départements, cette part est supérieure à 50 % dans 24 départements (ceux de l'Île-de-France, mais aussi les 5 DOM) ; elle est inférieure à 25 % dans 32 autres départements (la Haute-Loire, l'Ariège, la Haute-Saône...).

La situation économique est également très variable d'un département à l'autre, avec un taux de chômage supérieur à 12 % dans 15 départements (les 5 DOM, puis les Pyrénées-Orientales, l'Aisne, l'Hérault...) et inférieur à 8 % dans 23 autres, notamment certains départements très ruraux (Cantal, Lozère, Mayenne, où le taux de chômage est inférieur à 6,5 %).

POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées européennes et leurs métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat
<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>.

– thème « Économie et finances », rubriques : « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Statistiques sur les finances publiques ».

– thème « Population et conditions sociales », rubrique : « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes (NUTS), voir :
<http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview>.

Pour la liste des unités administratives locales (UAL) voir :
<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/nuts/local-administrative-units>.

DÉFINITIONS

► Le produit intérieur brut (PIB)

Le PIB et le PIB par habitant sont des indicateurs de la valeur ajoutée d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de celle des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production.

► Le standard de pouvoir d'achat (SPA)

Le SPA est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région. L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2013, entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général, est une classification à trois niveaux :

- la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (régions et départements en France, Länder et Kreise en Allemagne, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et provincia en Italie, etc.). Pour la France, Eurostat retient les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3;
- à un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste

en environ 117 000 communes ou unités équivalentes dans les 28 États membres de l'UE.

Le secteur des **administrations publiques** comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

Les **dépenses des administrations publiques** sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

La **formation brute de capital fixe des administrations publiques** (SEC2010 code P.51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

La **dette publique** est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euros en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque centrale européenne (BCE).

9-1 Le contexte européen

Données économiques, territoriales et démographiques

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux ^(a)			Population en millions d'habitants (au 1 ^{er} janvier)
			« Régions » (NUTS 2)	« Départements » (NUTS 3)	« Communes » (UAL 2)	
	2015	2016	2016	2016	2016	2017
Allemagne	124	123	38	402	11 168	82,8
Autriche	130	128	9	35	2 100	8,8
Belgique	119	118	11	44	589	11,4
Bulgarie	47	49	6	28	5 259	7,1
Chypre	82	83	1	1	615	0,9
Croatie	59	60	2	21	556	4,2
Danemark	127	124	5	11	2 295	5,7
Espagne	91	92	19	59	8 125	46,5
Estonie	75	75	1	5	213	1,3
Finlande	109	109	5	19	313	5,5
France	105	104	27	101	35 885	66,1
Grèce	69	68	13	52	6 133 ^(a)	10,8
Hongrie	68	67	7	20	3 178	9,8
Irlande	181	183	2	8	3 441	4,8
Italie	95	97	21	110	8 003	60,6
Lettonie	64	65	1	6	119	2,0
Lituanie	75	75	1	10	527	2,8
Luxembourg	267	258	1	1	105	0,6
Malte	93	96	1	2	68	0,4
Pays-Bas	129	128	12	40	390	17,1
Pologne	68	68	16	72	2 478	38,0
Portugal	77	77	7	25	3 092	10,3
République tchèque	87	88	8	14	6 258	10,6
Roumanie	56	58	8	42	3 181	19,6
Royaume-Uni	108	107	40	173	10 192	65,8
Slovaquie	77	77	4	8	2 926	5,4
Slovénie	82	83	2	12	212	2,1
Suède	125	123	8	21	290	10,0
Union européenne (à 28)	100	100	276	1 342	117 711	510,9

(a) Il s'agit du découpage selon la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS) et des unités administratives locales (UAL) d'Eurostat (voir définitions). Pour la France, Eurostat retient les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3.

Source : Eurostat, tables tec00114, tps00001, demo_r_pjanagr3.

Données des finances publiques 2016

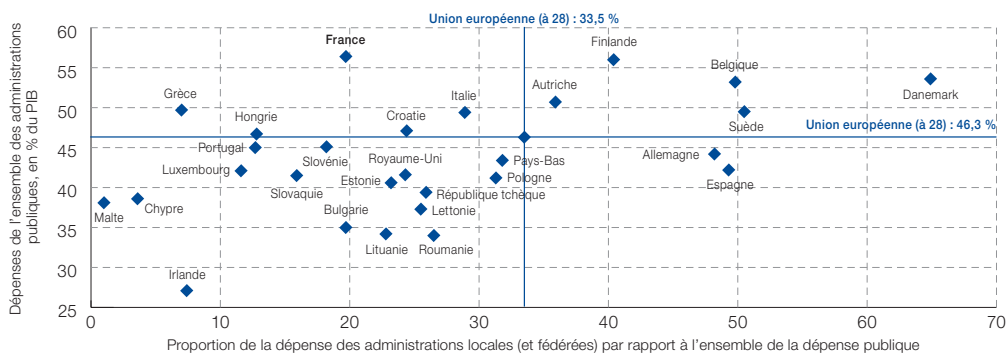
(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dettes des administrations publiques
	Ensemble des administrations publiques ^(a)	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	44,2	12,5	13,3	8,0	19,0	2,1	68,1
Autriche	50,7	33,5	9,7	8,5	17,2	3,0	83,6
Belgique	53,2	27,5	19,4	7,1	21,6	2,2	105,7
Bulgarie	35,0	24,8	–	6,9	14,4	2,6	29,0
Chypre	38,6	29,4	–	1,4	8,6	2,6	107,1
Croatie	47,1	30,1	–	11,5	18,3	3,1	82,9
Danemark	53,6	39,8	–	34,8	2,3	3,8	37,7
Espagne	42,2	19,7	15,0	5,8	14,5	1,9	99,0
Estonie	40,6	35,1	–	9,4	5,8	4,8	9,4
Finlande	56,0	27,5	–	22,6	20,0	4,0	63,1
France	56,4	22,9	–	11,1	26,1	3,4	96,5
Grèce	49,7	38,3	–	3,5	18,5	3,2	180,8
Hongrie	46,7	32,5	–	6,0	14,9	3,1	73,9
Irlande	27,1	26,0	–	2,0	–	1,8	72,8
Italie	49,4	29,5	–	14,3	19,8	2,1	132,0
Lettonie	37,3	22,3	–	9,5	9,3	3,6	40,6
Lituanie	34,2	22,9	–	7,8	12,3	3,0	40,1
Luxembourg	42,1	30,6	–	4,9	17,3	3,9	20,8
Malte	38,1	38,0	–	0,4	–	2,5	57,6
Pays-Bas	43,4	26,2	–	13,8	16,7	3,5	61,8
Pologne	41,2	23,4	–	12,9	16,6	3,3	54,1
Portugal	45,0	33,8	–	5,7	12,5	1,5	130,1
République tchèque	39,4	29,1	–	10,2	5,5	3,3	36,8
Roumanie	34,0	24,6	–	9,0	10,4	3,6	37,6
Royaume-Uni	41,6	38,1	–	10,1	–	2,7	88,3
Slovaquie	41,5	26,0	–	6,6	14,6	3,2	51,8
Slovénie	45,1	28,3	–	8,2	17,9	3,2	78,5
Suède	49,5	29,0	–	25,0	6,5	4,4	42,2
Union européenne (à 28)	46,3	25,4	4,7	10,8	15,1	2,7	83,2

(a) Montants neutralisés des flux entre administrations.

- non applicable.

Source : Eurostat, tables tec00022, tec00023, sdg_17_40.



Source : Eurostat.

9-2 Le contexte régional

Caractéristiques physiques et démographiques

	Population ^(a)	Taux de croissance de la population entre 2013 et 2018 (en %)	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes au 1 ^{er} janvier 2018	Part (en %) de la population vivant :	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants ^(a)	dans les grandes aires urbaines ^(b)
Auvergne-Rhône-Alpes	7 877 698	4,0	69 711	113	4 092	41,2	85,3
Bourgogne-Franche-Comté	2 820 940	0,3	47 784	59	3 734	26,6	67,8
Bretagne	3 293 850	3,0	27 208	121	1 232	31,7	71,1
Centre-Val de Loire	2 578 592	1,2	39 151	66	1 776	35,0	74,2
Corse	327 283	5,7	8 680	38	360	38,1	61,7
Grand Est	5 559 051	0,5	57 441	97	5 132	36,2	80,3
Hauts-de-France	6 009 976	1,0	31 806	189	3 808	43,1	89,2
Normandie	3 339 131	0,9	29 907	112	2 709	33,1	76,0
Nouvelle-Aquitaine	5 911 482	2,9	84 036	70	4 405	33,7	70,3
Occitanie	5 774 185	4,6	72 724	79	4 485	39,3	74,2
Pays de la Loire	3 718 512	4,1	32 082	116	1 272	42,9	75,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 007 977	2,2	31 400	159	947	71,0	91,0
France métropolitaine sauf Île-de-France	52 218 677	2,4	531 929	98	33 952	40,6	79,0
Île-de-France	12 082 144	2,5	12 012	1 006	1 276	84,5	99,9
France métropolitaine	64 300 821	2,4	543 941	118	35 228	48,8	82,9
Guadeloupe	397 990	- 1,3	1 628	244	32	77,3	92,8
Guyane	259 865	13,5	83 534	3	22	83,8	50,8
Martinique	380 877	- 3,4	1 128	338	34	73,9	83,2
Réunion	850 727	3,6	2 504	340	24	94,8	87,5
Mayotte	256 518	37,6	374	685	17	81,2	88,6
Outre-mer	2 145 977	5,5	89 168	24	129	84,9	83,4
France	66 446 798	2,5	633 109	105	35 357	50,0	82,9

Source : Insee, DESL.

(a) population municipale en vigueur en 2018 (millésimée 2015), délimitation communale au 01.01.2018.

(b) Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

Caractéristiques démographiques et économiques

	Part (en %) de la population		Taux d'activité des 15-64 ans ^(b) (en %)	Taux de chômage ^(c) (en %)	PIB régionaux ^(d)		
	de moins de 20 ans ^(a) (en %)	de 60 ans et plus ^(a) (en %)			En millions d'euros	En euros/habitant	En euros/emploi
Auvergne-Rhône-Alpes	24,5	25,4	74,7	8,4	251 697	31 838	75 531
Bourgogne-Franche-Comté	23,0	29,3	73,6	8,4	74 938	26 571	69 217
Bretagne	23,7	28,4	72,9	8,2	92 309	27 960	69 538
Centre-Val de Loire	23,8	28,6	74,4	9,0	70 104	27 176	70 150
Corse	20,5	29,8	70,5	10,2	8 792	26 721	71 424
Grand Est	23,2	26,3	72,9	9,4	153 105	27 546	72 289
Hauts-de-France	26,1	23,7	70,4	11,9	155 013	25 778	70 800
Normandie	24,2	27,6	72,9	9,6	91 430	27 372	71 452
Nouvelle-Aquitaine	22,0	30,1	73,3	9,0	166 641	28 120	70 627
Occitanie	22,7	28,5	72,2	11,3	158 098	27 274	70 271
Pays de la Loire	25,2	26,3	75,0	8,1	108 491	29 082	70 139
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,6	28,8	71,6	11,1	153 345	30 558	74 797
France métropolitaine sauf Île-de-France	23,7	27,3	n. d.	n. d.	1 483 963	28 364	72 148
Île-de-France	25,9	19,9	76,1	8,4	668 544	55 204	107 715
France métropolitaine	24,1	25,9	73,6	9,4	2 152 508	33 409	80 124
Guadeloupe	25,9	25,0	69,7	23,8	8 417	21 201	67 136
Guyane	42,3	8,5	62,4	23,2	4 175	15 853	74 505
Martinique	23,2	27,6	71,0	17,6	9 069	23 900	68 119
Réunion	31,2	16,9	69,7	22,4	17 997	21 090	63 966
Mayotte	54,5	4,1	50,5	27,1	2 035	8 661	45 415
Outre-mer	33,1	17,6	n. d.	n. d.	41 692	19 591	65 074
France	24,4	25,6	73,5	10,1	2 194 200	32 967	79 773

Source: Insee.

(a) Insee - Estimations de population au 1^{er} janvier 2018 (résultats provisoires).

(b) Recensement de population 2014, exploitation principale.

(c) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 3^e trimestre 2017 (données CVS et provisoires); Mayotte : enquête Emploi (situation au 2^e trimestre 2016); autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016); France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016, ne comprend pas Mayotte.

(d) Comptes régionaux (données 2015).

9-3a Le contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Population ^(a)	Superficie (en km ²)	Densité (en habitants/ km ²)	Nombre de communes au 1 ^{er} janvier 2018		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ^(a) (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	631 877	5 762	110	407	302	17,7
02 Aisne	538 659	7 362	73	804	725	29,8
03 Allier	341 613	7 340	47	317	278	31,5
04 Alpes-de-Haute-Provence	161 799	6 925	23	198	177	23,5
05 Hautes-Alpes	140 916	5 549	25	163	145	37,7
06 Alpes-Maritimes	1 082 440	4 299	252	163	93	78,7
07 Ardèche	324 209	5 529	59	339	258	15,5
08 Ardennes	277 752	5 229	53	452	408	23,4
09 Ariège	152 499	4 890	31	331	298	10,0
10 Aube	309 056	6 004	51	431	396	35,7
11 Aude	366 957	6 139	60	436	395	36,0
12 Aveyron	279 169	8 735	32	285	263	25,1
13 Bouches-du-Rhône	2 016 622	5 087	396	119	13	80,2
14 Calvados	693 042	5 534	125	537	418	27,8
15 Cantal	146 219	5 726	26	247	236	17,7
16 Charente	353 613	5 956	59	381	347	17,2
17 Charente-Maritime	639 938	6 864	93	466	398	22,4
18 Cher	308 992	7 235	43	290	268	30,1
19 Corrèze	241 871	5 857	41	283	256	25,5
2A Corse-du-Sud	152 730	4 014	38	124	115	52,6
2B Haute-Corse	174 553	4 666	37	236	211	25,4
21 Côte-d'Or	533 147	8 763	61	704	658	40,1
22 Côtes-d'Armor	598 357	6 878	87	355	266	19,7
23 Creuse	120 365	5 565	22	258	253	11,2
24 Dordogne	415 417	9 060	46	520	454	16,3
25 Doubs	536 959	5 234	103	576	503	34,2
26 Drôme	504 637	6 530	77	367	306	37,3
27 Eure	601 948	6 040	100	596	491	22,9
28 Eure-et-Loir	434 035	5 880	74	373	315	28,2
29 Finistère	907 796	6 733	135	279	178	36,4
30 Gard	738 189	5 853	126	353	234	36,8
31 Haute-Garonne	1 335 103	6 309	212	587	456	54,0
32 Gers	190 932	6 257	31	462	448	11,5
33 Gironde	1 548 478	9 976	155	538	356	54,9
34 Hérault	1 120 190	6 101	184	343	217	48,9
35 Ille-et-Vilaine	1 042 884	6 775	154	345	257	36,4
36 Indre	224 200	6 791	33	243	219	24,9
37 Indre-et-Loire	604 966	6 127	99	272	199	45,6
38 Isère	1 251 060	7 431	168	521	324	35,8
39 Jura	260 587	4 999	52	506	459	15,7
40 Landes	403 234	9 243	44	330	277	22,6
41 Loir-et-Cher	333 050	6 343	53	272	228	24,1
42 Loire	759 411	4 781	159	326	225	43,0
43 Haute-Loire	227 034	4 977	46	257	226	8,3
44 Loire-Atlantique	1 366 358	6 874	199	208	111	52,7
45 Loiret	673 349	6 775	99	326	250	40,8
46 Lot	173 400	5 217	33	320	294	11,2
47 Lot-et-Garonne	333 417	5 361	62	319	263	22,4
48 Lozère	76 309	5 167	15	158	150	15,3
49 Maine-et-Loire	809 055	7 107	114	183	119	56,9
50 Manche	499 824	5 951	84	476	417	25,0
51 Marne	572 293	8 169	70	613	571	48,1
52 Haute-Marne	179 154	6 211	29	427	403	26,5

Source : Insee, DESL.

(a) population municipale en vigueur en 2018 (millésimée 2015), délimitation communale au 1^{er} janvier 2018.

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Population ^(a)	Superficie (en km ²)	Densité (en habitants/ km ²)	Nombre de communes au 1 ^{er} janvier 2018		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants ^(a) (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
53 Mayenne	307 940	5 175	60	254	231	24,2
54 Meurthe-et-Moselle	734 403	5 246	140	592	490	32,5
55 Meuse	190 626	6 211	31	501	476	17,7
56 Morbihan	744 813	6 823	109	253	185	29,1
57 Moselle	1 044 486	6 216	168	727	567	37,5
58 Nièvre	211 747	6 817	31	309	289	21,1
59 Nord	2 605 238	5 743	454	648	314	57,1
60 Oise	821 552	5 860	140	686	558	32,4
61 Orne	286 618	6 103	47	389	357	19,1
62 Pas-de-Calais	1 472 648	6 671	221	891	619	35,1
63 Puy-de-Dôme	647 501	7 970	81	467	401	41,2
64 Pyrénées-Atlantiques	670 032	7 645	88	546	409	39,9
65 Hautes-Pyrénées	228 582	4 464	51	470	411	23,9
66 Pyrénées-Orientales	471 038	4 116	114	226	157	37,5
67 Bas-Rhin	1 116 658	4 755	235	516	359	44,3
68 Haut-Rhin	762 607	3 525	216	366	225	39,7
69 Rhône	1 821 995	3 249	561	278	115	70,3
70 Haute-Saône	237 706	5 360	44	542	504	10,6
71 Saône-et-Loire	555 408	8 575	65	567	492	23,9
72 Sarthe	568 445	6 206	92	360	293	32,0
73 Savoie	428 204	6 028	71	285	171	28,1
74 Haute-Savoie	793 938	4 388	181	281	140	38,5
75 Paris	2 206 488	105	20 934	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 257 699	6 278	200	711	570	47,4
77 Seine-et-Marne	1 390 121	5 915	235	510	342	51,5
78 Yvelines	1 427 291	2 284	625	262	128	69,6
79 Deux-Sèvres	374 435	5 999	62	290	251	23,7
80 Somme	571 879	6 170	93	779	699	27,3
81 Tarn	386 543	5 758	67	319	272	36,1
82 Tarn-et-Garonne	255 274	3 718	69	195	161	33,9
83 Var	1 048 652	5 973	176	153	58	66,3
84 Vaucluse	557 548	3 567	156	151	78	54,1
85 Vendée	666 714	6 720	99	267	198	23,6
86 Vienne	434 887	6 990	62	274	237	27,5
87 Haute-Vienne	375 795	5 520	68	200	178	41,4
88 Vosges	372 016	5 874	63	507	407	14,0
89 Yonne	340 903	7 427	46	428	402	17,7
90 Territoire de Belfort	144 483	609	237	102	65	34,3
91 Essonne	1 276 233	1 804	707	196	74	69,1
92 Hauts-de-Seine	1 601 569	176	9 120	36	0	99,3
93 Seine-Saint-Denis	1 592 663	236	6 743	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 372 389	245	5 601	47	0	97,0
95 Val-d'Oise	1 215 390	1 246	976	184	89	76,0
971 Guadeloupe	397 990	1 628	244	32	4	77,3
972 Martinique	380 877	1 128	338	34	8	73,9
973 Guyane	259 865	83 534	3	22	12	83,8
974 La Réunion	850 727	2 504	340	24	2	94,8
976 Mayotte	256 518	374	685	17	2	81,2
France métropolitaine sauf Paris	62 094 333	543 836	114	35 227	28 099	47,0
France métropolitaine	64 300 821	543 941	118	35 228	28 099	48,8
Outre-Mer	2 145 977	89 168	24	129	28	84,9
France	66 446 798	633 109	105	35 357	28 127	50,0

Source : Insee, DESL.

(a) population municipale en vigueur en 2018 (millésimée 2015), délimitation communale au 1^{er} janvier 2018.

9-3b Le contexte départemental

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans ^(a) (en %)	Part de la population de 75 ans et plus ^(a) (en %)	Taux de chômage ^(b) (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA ^(c)	Voirie départementale (en km) ^(d)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	62,5	8,0	6,9	7 463	4 457	7,1
02 Aisne	61,1	9,0	13,5	17 267	5 442	10,1
03 Allier	58,0	13,0	10,2	9 370	5 254	15,4
04 Alpes-de-Haute-Provence	58,0	12,5	11,4	4 204	2 550	15,8
05 Hautes-Alpes	60,2	11,1	8,9	2 752	1 936	13,7
06 Alpes-Maritimes	60,1	12,2	10,3	24 238	1 707	1,6
07 Ardèche	59,0	11,3	10,5	6 442	3 777	11,7
08 Ardennes	61,2	9,8	11,3	10 657	3 376	12,2
09 Ariège	58,4	12,5	12,0	5 939	2 666	17,5
10 Aube	60,5	10,1	12,1	9 491	4 501	14,6
11 Aude	58,2	11,9	12,9	16 860	4 300	11,7
12 Aveyron	57,7	13,7	7,2	3 963	5 908	21,2
13 Bouches-du-Rhône	62,0	9,5	11,5	76 576	3 058	1,5
14 Calvados	61,6	9,7	8,9	14 989	5 744	8,3
15 Cantal	58,1	13,7	5,8	2 183	3 968	27,1
16 Charente	59,3	12,0	9,2	10 115	5 143	14,5
17 Charente-Maritime	57,8	12,6	9,9	16 117	6 081	9,5
18 Cher	58,8	12,0	10,0	9 359	4 608	14,9
19 Corrèze	58,5	13,3	7,7	3 344	4 757	19,7
2A Corse-du-Sud	61,0	12,0	9,8	2 419	1 999	13,1
2B Haute-Corse	61,8	11,0	10,5	3 780	2 467	14,1
21 Côte-d'Or	62,9	9,6	7,9	8 957	5 816	10,9
22 Côtes-d'Armor	57,3	12,4	8,6	10 206	4 499	7,5
23 Creuse	56,6	15,0	8,9	2 742	4 395	36,5
24 Dordogne	57,1	13,7	10,0	10 114	4 944	11,9
25 Doubs	62,2	9,1	8,3	11 943	3 694	6,9
26 Drôme	60,1	9,9	10,6	11 927	4 247	8,4
27 Eure	61,4	8,4	9,9	13 129	4 390	7,3
28 Eure-et-Loir	60,5	9,4	9,2	8 123	7 461	17,2
29 Finistère	60,8	10,7	8,5	17 212	3 558	3,9
30 Gard	60,0	10,5	13,0	30 305	4 440	6,0
31 Haute-Garonne	66,2	7,6	9,4	36 629	6 606	4,9
32 Gers	57,8	13,3	7,5	3 800	3 558	18,6
33 Gironde	64,1	8,5	9,6	40 822	6 476	4,2
34 Hérault	62,1	9,6	13,5	40 113	5 203	4,6
35 Ille-et-Vilaine	63,6	8,3	7,3	16 900	5 182	5,0
36 Indre	57,4	13,8	9,3	4 797	4 982	22,2
37 Indre-et-Loire	61,3	10,4	8,7	13 356	3 954	6,5
38 Isère	62,7	8,4	8,1	24 275	5 160	4,1
39 Jura	59,6	11,2	7,0	3 700	3 545	13,6
40 Landes	59,6	11,4	9,4	7 540	4 216	10,5
41 Loir-et-Cher	58,8	11,7	8,2	7 036	3 428	10,3
42 Loire	59,7	10,7	9,5	16 783	3 798	5,0
43 Haute-Loire	59,5	11,3	7,6	3 078	3 413	15,0
44 Loire-Atlantique	63,0	8,2	7,8	28 816	4 645	3,4
45 Loiret	61,2	9,2	9,1	14 613	3 619	5,4
46 Lot	56,6	14,4	9,3	3 500	4 013	23,1
47 Lot-et-Garonne	57,9	12,7	9,4	9 389	2 957	8,9
48 Lozère	59,9	12,0	6,2	1 195	2 263	29,7
49 Maine-et-Loire	61,4	9,5	8,8	15 885	4 858	6,0
50 Manche	59,1	11,9	7,5	7 845	7 759	15,5
51 Marne	63,0	8,6	9,1	13 522	4 182	7,3
52 Haute-Marne	59,8	11,8	8,5	4 355	3 893	21,7

Source : Insee, Drees, DGCL.

(a) Insee - Estimations de population au 1^{er} janvier 2018 (données provisoires).

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 3^e trimestre 2017 (données CVS et provisoires) ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2^e trimestre 2016) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016) ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016, ne comprend pas Mayotte.

(c) Au 31 décembre 2016.

(d) Année 2017.

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans ^(a) (en %)	Part de la population de 75 ans et plus ^(a) (en %)	Taux de chômage ^(b) (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA ^(c)	Voirie départementale (en km) ^(d)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
53 Mayenne	59,2	10,9	6,3	3 712	3 675	11,9
54 Meurthe-et-Moselle	63,8	9,0	9,5	22 057	3 314	4,5
55 Meuse	60,7	10,5	9,1	5 125	3 530	18,5
56 Morbihan	59,2	11,2	8,7	13 559	4 210	5,7
57 Moselle	63,6	9,4	9,8	27 455	4 300	4,1
58 Nièvre	56,5	14,5	8,6	5 606	4 349	20,5
59 Nord	63,8	7,4	12,6	112 499	5 257	2,0
60 Oise	63,1	7,2	9,7	19 193	4 249	5,2
61 Orne	58,0	12,6	9,0	7 051	5 857	20,4
62 Pas-de-Calais	62,3	8,1	11,7	56 218	6 253	4,2
63 Puy-de-Dôme	62,2	9,8	8,3	15 262	7 217	11,1
64 Pyrénées-Atlantiques	60,7	11,6	8,0	14 231	4 448	6,6
65 Hautes-Pyrénées	58,3	13,7	10,5	5 476	2 942	12,9
66 Pyrénées-Orientales	57,9	12,3	14,9	21 179	2 164	4,6
67 Bas-Rhin	65,0	8,6	8,3	27 105	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	62,7	9,2	9,1	16 170	2 603	3,4
69 Rhône	64,2	8,1	8,6	44 953	3 259	1,8
70 Haute-Saône	60,1	10,2	8,8	4 594	3 454	14,5
71 Saône-et-Loire	58,4	12,3	8,5	10 212	5 481	9,9
72 Sarthe	59,9	10,4	9,3	11 313	4 264	7,5
73 Savoie	62,4	9,7	7,3	5 414	3 126	7,3
74 Haute-Savoie	64,2	7,4	6,9	8 076	2 990	3,8
75 Paris	68,9	7,7	7,5	63 286	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	62,3	8,9	10,9	40 713	5 666	4,5
77 Seine-et-Marne	64,6	6,1	7,7	28 304	4 324	3,1
78 Yvelines	63,1	7,6	7,2	21 433	1 574	1,1
79 Deux-Sèvres	59,4	11,3	7,3	6 670	3 994	10,7
80 Somme	62,9	8,8	11,4	18 210	4 540	7,9
81 Tarn	58,9	12,3	10,2	10 391	4 149	10,7
82 Tarn-et-Garonne	59,4	10,5	11,1	6 456	2 523	9,9
83 Var	58,9	12,2	10,7	30 703	2 938	2,8
84 Vaucluse	60,3	10,0	12,3	16 619	2 348	4,2
85 Vendée	58,6	10,8	7,5	7 796	4 688	7,0
86 Vienne	61,5	10,7	7,7	11 791	4 660	10,7
87 Haute-Vienne	60,1	11,6	9,0	9 440	4 000	10,6
88 Vosges	60,1	11,1	10,3	10 741	3 226	8,7
89 Yonne	58,7	11,1	9,0	9 120	4 860	14,3
90 Territoire de Belfort	62,3	9,1	9,8	4 413	547	3,8
91 Essonne	64,2	6,9	7,5	25 623	1 490	1,2
92 Hauts-de-Seine	65,9	7,1	7,3	29 753	337	0,2
93 Seine-Saint-Denis	65,4	5,1	12,3	81 329	344	0,2
94 Val-de-Marne	65,5	7,1	8,6	39 543	412	0,3
95 Val-d'Oise	64,5	5,8	9,8	32 145	1 083	0,9
971 Guadeloupe	62,8	8,1	23,8	44 667	582	1,5
972 Martinique	62,8	9,6	17,6	36 183	630	1,7
973 Guyane	61,9	1,7	23,2	22 047	448	1,7
974 La Réunion	65,3	4,6	22,4	93 837	724	0,9
976 Mayotte	53,3	0,9	27,1	5 370	144	0,6
France métropolitaine sauf Paris	62,0	9,3	n. d.	1 597 788	377 166	6,1
France métropolitaine	62,2	9,3	9,4	1 661 074	378 791	5,9
Outre-Mer	62,6	5,3	n.d.	202 104	2 528	1,2
France	62,2	9,2	10,1	1 863 178	381 319	5,7

Source : Insee, Drees, DGCL.

(a) Insee - Estimations de population au 1^{er} janvier 2018 (données provisoires).

(b) France métropolitaine : taux de chômage localisés au 3^e trimestre 2017 (données CVS et provisoires) ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2^e trimestre 2016) ; autres DOM : enquête Emploi DOM (taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016) ; France : taux de chômage localisés en moyenne annuelle en 2016, ne comprend pas Mayotte.

(c) Au 31 décembre 2016.

(d) Année 2017.

